Lorsque Pierre Mendès-France guidait la gauche sur les chemins du néo-réformisme

Autor(en): **[s.n.]**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **- (1982)**

Heft 657

PDF erstellt am: **24.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-1013270

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

DOCUMENT

Lorsque Pierre Mendès-France guidait la gauche sur les chemins du néo-réformisme

Mort de Pierre Mendès-France. La France entière, toutes orientations politiques confondues, au rendez-vous de l'hommage. Exercice de récupération pour les uns, profession de foi pour les autres, nous n'y reviendrons pas.
A l'évidence, l'influence réelle, profonde de cet homme doit encore être mesurée, analysée. On découvrira certainement qu'elle a été, qu'elle reste encore plus considérable que les premiers exégètes de PMF ont su le découvrir.
La semaine dernière, sur le coup de l'événement, nous fixions quelques points de repère qui nous tiennent à cœur. Aujourd'hui, voici un document qui illustrera notre propos.

Grenoble 1966. Seule grande ville française dirigée par une municipalité nouvelle gauche. Et là, début mai, s'affrontent pour un week-end d'études, sans pathos, les tendances anciennes et nouvelles du socialisme français. Quatre cent participants venus de toute la France et un plateau impressionnant de têtes pensantes pour animer une réflexion qui doit marquer, sous la direction de PMF, le véritable réveil de la gauche.
Deux membres de l'équipe de rédaction de «Domaine Public» participent à la discussion. Nous donnons ci-dessous de larges extraits de leur compte rendu/reportage. La citation nous semble s'imposer pour deux raisons au moins: d'abord parce que l'approche de la réalité française telle qu'elle transparaît est une démonstration de «mendèsisme»; ensuite parce qu'on découvrira avec étonnement que furent posés là, seize ans avant, une bonne partie des problèmes auxquels la gauche actuelle, parvenue enfin au pouvoir, doit faire face. La parole à DP 52, du 12 mai 1966!

Le printemps de Grenoble 1966

On connaît l'abondance de la littérature politique française: que de plans, de contre-plans, d'horizons proches et lointains, de république moderne, de gauche année zéro, que de socialisme et que d'Europe, sans compter les numéros spéciaux des revues, les monographies, les commentaires des hebdomadaires.
Or, paradoxe, tous les participants à la rencontre de Grenoble commençaient par se féliciter de ce que, enfin, la gauche se mît, avec sérieux, au travail. «Nous inaugurons», déclarait Mendès-France. «Désormais, *hic et nunc*, nous allons nous battre avec les problèmes d'aujourd'hui, et non plus avec ceux d'ailleurs et de jadis», s'exclamait André Philip. Chez des hommes qui ont beaucoup agi et beaucoup écrit, quel virginal et surprenant entrain!
De meme, chacun saluait le sérieux technique des rapports présentés, «La gauche et la monnaie», ce titre seul devenait confiture exquise. Or ces rapports sérieux certes, réalistes certes, n'étaient pas d'une ardue technicité. Ils définissaient une manière d'attaquer les problèmes, un style, ils esquissaient des schémas; mais l'analyse chiffrée des faits économiques en était absente (Gilbert Mathieu en fit d'ailleurs la remarque: «Vous partez de schémas plutôt que de faits cités»). Alors pourquoi cet étonnement admiratif et néophyte? C'est qu'à son tour, sous la pression des circonstances, la gauche française vient de faire sa mue. Quelles sont donc ces circonstances nouvelles?
Tout gouvernement de gauche porté au pouvoir devrait affronter une grève des capitalistes. L'argent passerait la frontière; la monnaie serait en danger. Comment, dans un tel climat, satisfaire des revendications populaires sans courir à l'inflation et à la banqueroute?

LA DIMENSION EUROPÉENNE

Cette question-là est traditionnelle. Mais la gauche française la pose en termes de marché commun. La France socialiste, en proie aux difficultés de la prise du pouvoir, ne pourra pas adopter des mesures contraires au Traité de Rome; les produits français seront soumis à la dure concurrence des pays voisins; la marge d'intervention politique sera donc faible.
Cette libre concurrence européenne, la gauche de Grenoble l'accepte. Ce choix est d'autant plus significatif que la question fut débattue en commission (des commissions ouvertes à tous les participants travaillèrent le samedi soir de 9 heures à minuit) en présence de Mendès-France. Claude Bourdet soutenait la thèse qu'une France socialiste devrait se bâtir hors de l'Europe des Six; il dénonçait la mystique de la concentration d'entreprises; la croyance naïve au «supermammouthisme» (sic). Il fut seul de son avis.
La gauche accepte l'Europe comme une nécessité et comme le seul espoir d'échapper, peut-être, à l'hégémonie américaine. Ce «oui» à l'Europe d'aujourd'hui entraîne de lourdes conséquences.

L'ÉCONOMIE DE MARCHÉ

Dans le cadre du libre-échangisme européen et dans l'attente d'une planification européenne, seule sera concevable une économie de marché. Les prix, les justes prix, la satisfaction des besoins des consommateurs, la concurrence sont dès lors admis, à Grenoble, comme les meilleurs régulateurs de l'économie. Toute entreprise devra faire la preuve de sa rentabilité. Un service, même public,